

31 janvier 2020

Amazonie : En plus de la déforestation, la canne à sucre.



À mi-novembre 2019, l'Institut National (brésilien) d'Enquêtes Spatiales (INPE) a diffusé l'estimation du [taux de déforestation](#) en Amazonie légale pour la période allant d'août 2018 à juillet 2019 : 9.762 km², soit une augmentation de 29,54% par rapport aux douze mois précédents où la déforestation avait été 7.536 km².

C'est l'État du Pará qui a perdu le plus de forêt : 3'862 km². L'État de Roraima a connu la plus forte différence entre les deux périodes : 617 km² en 2019 pour 195 km² en 2018, soit une variation de 216,4 %.

Une étude de l'Institut Socio-environnemental – ISA de São Paulo, publiée en décembre dernier, montre que les taux les plus élevés de déforestation forment un « [arc de déforestation](#) » qui va d'Est en Ouest, sdes États du Maranhão et du Pará jusqu'à l'État d'Acre en passant par les États du Mato Grosso et Rondônia.

ISA relève l'importance de la déforestation à proximité de plusieurs routes fédérales, notamment les BR-364, BR-163 et BR-319. Il a calculé que 75% de la déforestation est observé sur le territoire de 256 municipalités. Dix-neuf d'entre-elles ne sont pas sur la liste du Ministère de l'environnement comme étant prioritaires dans la lutte contre la déforestation. ISA relève également l'augmentation de la taille moyenne des aires détruites, signe pour l'Institut que les auteurs de cette déforestation ont un pouvoir d'achat important.

Toujours selon ISA, cette expansion correspond aux municipalités où des représentants du gouvernement ont promis des mesures d'allègement de la surveillance de l'environnement. Il reproche au gouvernement d'avoir abandonné le Plan d'action pour la Prévention et le Contrôle de la Déforestation en Amazonie légale – [PPCDAm](#) créé en 2004 dont il demande la reprise. Il note que le recours aux forces armées, en août 2019, a permis la réduction des incendies et de la déforestation.

Mais une autre source d'inquiétude concernant l'Amazonie est née avec l'annulation, par Jair Bolsonaro le [5 novembre dernier](#), d'un décret de septembre 2009 qui y empêchait la culture de la canne à sucre. En 2011 déjà, au Sénat fédéral, un projet de loi voulait autoriser cette culture dans une partie du Cerrado et de l'Amazonie. Un projet classé en 2018. Le 11 novembre, un scientifique, [Lucas Ferrante](#), doctorant à l'Institut National de Recherche de l'Amazonie – INPA, a dénoncé la décision présidentielle au [Ministère Public Fédéral](#).

Pour le chercheur cette décision « *Est un crime de lèse-patrie qui affecte non seulement la plus grande forêt tropicale du monde et sa biodiversité, mais aussi les services environnementaux essentiels pour le maintien de l'approvisionnement humain et l'agriculture des régions Sud et Sud-Est du Brésil. L'impact affectera la capacité agricole du pays* ».

Dans un [communiqué du 14 novembre 2019](#), la Commission Pastorale de la Terre – CPT liée à la Conférence Nationale des Évêques du Brésil – CNBB, affirme que « *Cette autorisation représente plus de violence, de mort et de destruction pour les peuples et les biomes atteints. Elle va aussi contribuer à la réduction des pluies fournies par les [rivières volantes](#) chargées de l'humidité du bassin amazonien vers les régions Ouest, Sud-est et Sud du Brésil* ». À suivre...

La déforestation de l'Amazonie a trouvé un écho en Suisse. Notre pays est l'une des principales plateformes mondiales du [négoce des matières premières](#). Plusieurs de ces acteurs ont des relations

d'affaires importantes avec le Brésil et l'Amazonie. Une réalité que vient de rappeler « Public Eye » dans [l'édition de janvier](#) de son magazine (No 21). La Suisse, comme membre de l'Association Européenne de Libre Échange – AELE [a négocié un accord](#) de libre-échange avec les pays du Mercosur dont le Brésil fait partie. Une [coalition d'ONG](#) suisses demande que cet accord contienne des garanties en matière de protection des droits humains et environnementaux. Elles envisagent de lancer un référendum si le traité est insatisfaisant. Est également en cours de discussion l'initiative «[Multinationales responsables](#)». Il y a là deux moyens de réduire les dangers pesant sur la forêt amazonienne et les peuples qui veulent la protéger. A voir comment notre pays va répondre à l'appel des peuples autochtones brésiliens venus [solliciter la solidarité](#) des Suisses en novembre dernier.

Illustration © ISA / source Inpe : La nouvelle frontière de la destruction. Le nouvel arc de déforestation en Amazonie met en danger la plus grande forêt tropicale de la planète..

Source AYA